

Asie & Pacifique



Pandémie ou non les victimes restent les mêmes, les populations pauvres et les travailleur-euse-s

En Inde, un important accident chimique vient d'avoir lieu. Du gaz provenant de l'usine de LG Polymers (filiale de LG Chem Ltd) en Andhra Pradesh s'est répandu dans l'atmosphère.

La CGT s'incline devant les victimes, mort-e-s, blessé-e-s, leurs familles et proches et exprime sa solidarité au peuple indien et à leurs organisations syndicales.

Selon le premier bilan provisoire, qui sera sûrement amené à évoluer, il y a déjà plus de onze morts, des centaines de blessé-e-s et plus de quatre mille personnes évacué-e-s.

En 2020, les multinationales se désintéressent toujours de la protection des travailleur-euse-s, des populations et de la planète. Rappelons-nous la catastrophe de Bhopal en décembre 1984 qui, de par la négligence de la multinationale Union Carbide, avait fait, sur le coup plus de trois mille mort-e-s et finalement plus de vingt mille victimes, décédé-e-s suite à leurs blessures ou aux maladies développées.

Alors que les mort-e-s sont avéré-e-s, que les blessures sont particulièrement sérieuses, risquant d'entraîner d'autres décès, la multinationale a l'impudence de dire que le gaz qui s'est échappé n'est pas mortel et que les blessures seront sans séquelles définitives. En cela, elle cherche immédiatement à dégager sa responsabilité et à nier l'évidence.

Son mépris est tel qu'elle a déjà provisionné un montant maximum de dédommagement à verser aux victimes. La multinationale a ainsi limité la baisse des ses actions à 1,94 %. Pour les actionnaires la vie ne coûte rien !

Lors de la mise en place brutale par Narendra Modi, Premier ministre indien, le 24 mars du confinement, les dirigeants de l'entreprise multinationale LG Polymers décidèrent sans prendre de précaution de fermer l'usine.

Pour la CGT, les multinationales et leurs dirigeant-e-s, doivent être redevables de leurs crimes devant la justice quel que soit leurs natures et être sévèrement sanctionné-e-s.